

**Monde**

Modifié à 11:13

## Ces autres pays européens qui refusent d'aider militairement l'Ukraine



Le proutident ukrainien Volodymyr Zelensky photographié lors d'une conférence de presse au mois de février, à Kiev. [Ukrainian Presidential Press Service - REUTERS]

**Depuis le début du conflit, la Suisse est pointée du doigt pour son refus d'autoriser la réexportation de ses armes vers l'Ukraine. Mais alors que Berne est mise sous pression pour changer sa politique de neutralité, d'autres Etats européens continuent également de ne pas fournir d'armes à Kiev.**

"Même la Suisse inflige des sanctions à la Russie!". Ces mots de Joe Biden le 1er mars 2022, un peu plus d'une semaine après le début de l'offensive russe en Ukraine, avaient enflammé un débat déjà bien entamé en Suisse.

En décidant de reprendre très rapidement les sanctions européennes à l'encontre de Moscou, le gouvernement était accusé de ne pas respecter la politique de neutralité du pays. "Celui qui participe à des sanctions économiques est un belligérant (...) En y participant, la Suisse est désormais en guerre", allait jusqu'à dire Christoph Blocher.

Plus d'un an plus tard, la cause semble entendue. Pour le Conseil fédéral, la reprise de sanctions contre un pays qui a violé le droit international humanitaire ne remet pas en cause la neutralité. D'après les sondages, près de 60% de la population est d'ailleurs de cet avis.

>> Revoir le reportage de Temps Présent "Les cinq jours qui ont changé la neutralité suisse":



Les cinq jours qui ont changé la neutralité suisse / Temps présent / 27 min. / le 5 mai 2022

Mais si la Suisse a accepté de reprendre à son compte des sanctions économiques, elle continue depuis à refuser d'aller plus loin. Pas question d'envoyer des armes à l'Ukraine. Pas question non plus de livrer des munitions à l'Allemagne destinées ensuite à l'Ukraine. Pas question enfin d'envoyer à Berlin des chars Léopard, qui eux devaient rester dans les hangars allemands.

Louée dans un premier temps, Berne se retrouve donc à nouveau en porte-à-faux avec ses partenaires occidentaux.

Dans **une interview accordée à la NZZ** le 16 mars dernier, l'ambassadeur des Etats-Unis en Suisse Scott Miller juge que le pays "traverse sa pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale". Il estime que la Suisse est en quelque sorte devenue

Publié à 11:04 - Modifié à 11:13

seconde Guerre mondiale". Il estime que la Suisse est en quelque sorte devenue "le trou au milieu du donut", que représenterait l'Otan en Europe. Et de tancer ensuite le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) qui n'en ferait de loin pas assez pour geler les avoirs d'oligarques russes présents dans les banques helvétiques

### À consulter également



**1930** Christoph BLOCHER  
Ancien conseiller fédéral UDC

**Interview exclusive avec Christoph Blocher qui évoque la neutralité suisse face au conflit en Ukraine**

**19h30**  
Hier à 19:30



**FORUM** Neutralité et guerre en Ukraine Les propos d'Alain Berset déplaisent

**Neutralité et guerre en Ukraine: les propos d'Alain Berset déplaisent**

**Forum**  
Le 14 mars 2023



**1930**

**La position du Conseil fédéral en matière de neutralité et de réexportation d'armes est mal perçue à l'étranger et suscite de vifs débats sous la Coupole**

**19h30**  
Le 13 mars 2023



**GUERRE EN UKRAINE**

**Le dossier consacré à l'invasion russe en Ukraine**

**Guerre en Ukraine**  
Le 28 février 2022

## La RTS

À propos	Contact	Recevoir nos programmes	RTS Avec Vous
FAQ	Travailler à la RTS	Comment écouter nos podcasts	SSR Suisse Romande
Conditions générales	Communiqués de presse	Ventes aux professionnels	Médiation
Charte de confidentialité	Play Suisse	Visiter les studios	Jurisprudence
Gérer les paramètres relatifs aux cookies		Assister aux émissions	
		La Boutique RTS	

---

SRF | RSI | RTR | SWI

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision

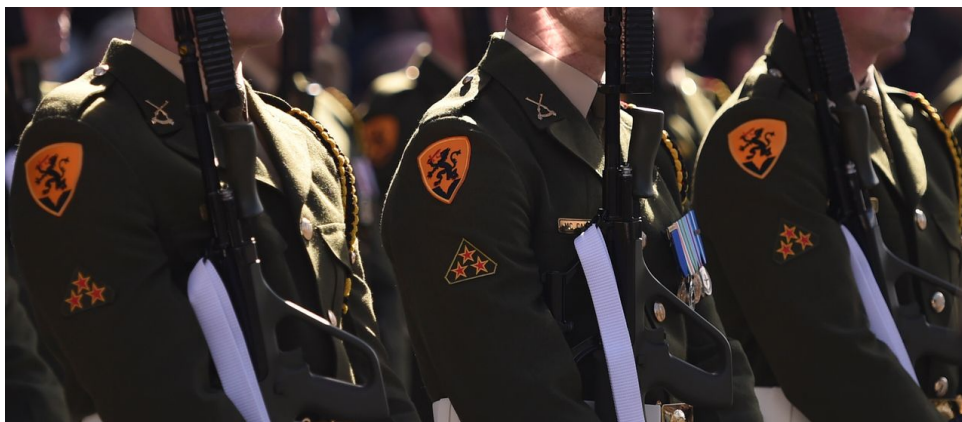
Varadkar lors du déjeuner annuel des Amis de l'Irlande au Capitole, à Washington, le 17 mars 2023. [Evelyn Hockstein - reuters]

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, spécialistes et journalistes estimaient que cette politique ne tiendrait pas. Plus d'un an après le début de la guerre pourtant, rien ou presque ne semble avoir changé à Dublin. Tout au plus le pays a accepté de former des militaires ukrainiens au déminage, afin de protéger les populations civiles.

L'aide militaire, elle, ne peut être que défensive et non létale: casques, gilets pare-balles ou encore carburant. Pas question non plus de participer au projet européen d'envoi d'obus et de munitions à l'Ukraine. Un positionnement qui n'est officiellement pas contesté, ni à Bruxelles, ni aux Etats-Unis. En accueillant le Premier ministere irlandais à Washington à la mi-mars, Joe Biden n'a par exemple à aucun moment évoqué le souhait d'une aide militaire irlandaise.

La question ne peut toutefois pas se poser de la même façon qu'avec la Suisse. Composées de moins de 10'000 hommes, les Forces de Défense irlandaises sont l'une des plus petites armées d'Europe. Le pays ne dispose par ailleurs pas de stocks d'armes significatifs qu'il pourrait envoyer pour aider l'Ukraine. Mais une aide financière adéquate pour du matériel militaire pourrait toutefois fortement aider Kiev.





Les membres de la garde d'honneur photographiés à Dublin, le 27 mars 2016. [Clodagh Kilcoyne - reuters]

La petite taille et les capacités techniques très limitées de l'armée irlandaise représentent par ailleurs, selon de nombreux analystes, un risque dans le cadre d'un conflit ouvert avec la Russie.

L'Irlande ne dispose pas de chars lourds, ni d'artillerie à longue portée. Plus inquiétant, elle n'est pas capable d'identifier tous les aéronefs traversant son espace aérien, ou encore d'effectuer une surveillance efficace des près d'un million de kilomètres carrés de fonds marins qui entourent le pays, car elle ne dispose que de 4 bateaux de patrouille.

Pour Barry Andrews, député irlandais au Parlement européen pour le Fianna Fáil (centre-droit), ces lacunes pourraient notamment s'avérer extrêmement graves dans le cas d'attaques hybrides. "75% des câbles internet sous-marins transatlantiques traversent ou s'approchent de la zone économique exclusive de l'Irlande, et nous hébergeons plus de 30% des données européennes. Nous sommes donc une cible naturelle pour quiconque voudrait nuire aux économies européennes et transatlantiques", expliquait-t-il déjà en mai 2022 dans le mensuel **The Parliament Magazine**.

Au-delà de ne pas procurer d'aide militaire à l'Ukraine, Dublin est donc considéré par beaucoup comme le point faible de l'ouest européen. Durant l'été passé, le gouvernement a décidé d'augmenter son budget militaire de 50% d'ici à 2028, pour atteindre 1,5 milliard d'euros. Il représentera alors 0,3% du PIB, encore très loin des standards de l'Otan, qui recommande 2%.

## L'Autriche, un tango risqué avec Moscou

L'Autriche a également décidé depuis le début de la guerre de ne fournir aucune arme à Kiev, de manière directe ou indirecte. En vigueur depuis 1955, la neutralité est devenue l'un des piliers de l'identité nationale. Le pays s'est engagé à ne rejoindre aucune alliance militaire et à ne pas accueillir de bases étrangères sur son sol. Cette doctrine est d'ailleurs célébrée chaque année en grande pompe lors de la fête nationale du 26 octobre.

Le pays s'est pour l'instant contenté principalement d'allouer à Kiev une aide humanitaire toutefois bien plus conséquente que celle octroyée par Dublin. En

maintenant, les autres bien plus conséquente que celle envisagée par Berlin. En tout, Vienne a ainsi promis près de 600 millions d'euros.

Contrairement à l'Irlande, l'Autriche possède une vraie industrie d'armement, avec plusieurs entreprises productrices d'équipements et de systèmes militaires. Le pays ne semble toutefois pas prêt à faire de concession. Pas question d'envoyer des armes ni même de participer activement au programme en commun de l'UE pour délivrer des munitions et des obus.



Karl Nehammer à la sortie de sa rencontre avec Vladimir Poutine.  
[EPA/Dragan Tatic - Keystone]

Si un débat sur la neutralité a semblé naître à un moment dans le pays, avec plusieurs pétitions notamment, les lignes n'ont au final pas bougé, sans là encore que l'Union européenne ou les Etats-Unis ne s'en offusquent véritablement.

A contrario, les liens économiques étroits que continue d'avoir le pays avec la Russie, agacent. L'Autriche reste très dépendante du gaz russe, qu'elle importe toujours massivement. Au niveau bancaire aussi, le pays continue à collaborer avec Moscou. La Raiffeisen Bank International a ainsi annoncé qu'en 2022 plus de la moitié de ses bénéfices provenaient de sa filiale russe. Des activités qui pourraient fragiliser les trains de sanctions européennes.

**>> Réécouter le reportage de Tout un monde sur les liens de L'Autriche avec la Russie:**





0:00 / 4:20 1.0 x

L'Autriche, dépendante du gaz de Russie / Tout un monde / 4 min. / vendredi à 08:16

Persuadée d'avoir un rôle de médiation à jouer, l'Autriche ne semble pas vouloir définitivement couper ses liens avec Moscou. Une situation qui pourrait même se renforcer si le FPÖ devait revenir au pouvoir. En effet, le parti d'extrême droite, bien placé dans les sondages, s'oppose ouvertement aux sanctions contre la Russie.

Ses liens avec Moscou sont d'ailleurs connus de longue date. En 2016, il avait ainsi scellé un accord d'amitié avec le parti Russie unie, formation de Vladimir Poutine.

## Une Europe moins unie qu'il n'y paraît

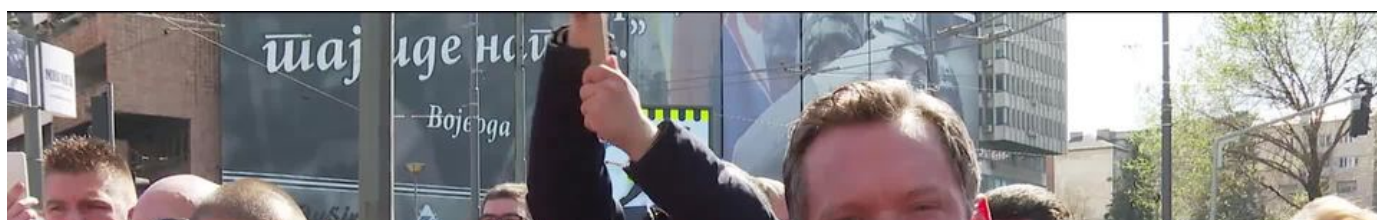
L'Irlande et l'Autriche ne sont pourtant que des exemples parmi d'autres en Europe.

La Hongrie de Viktor Orban n'envoie aucune arme à l'Ukraine et ne collabore à aucun soutien financier militaire. A plusieurs reprises, elle a également menacé d'assouplir le régime de sanctions de l'UE, en insistant notamment pour que certaines personnes et autres entités soient retirées des listes noires. En octobre 2022, le gouvernement a également effectué une campagne d'affichage contre ces mêmes sanctions, n'hésitant pas alors à les comparer à "des bombes" pour la population russe.

Une position qui énerve à Bruxelles, mais contre laquelle il ne semble pas exister de véritables leviers. Membre de l'Otan, la Hongrie possède aussi un droit de veto, qui pourrait entraver les entrées de la Suède et de la Finlande dans l'alliance transatlantique.

Candidate à l'entrée dans l'Union européenne depuis plusieurs années, la Serbie est aussi problématique pour l'Europe. Tout en condamnant officiellement l'invasion, le pays n'a décrété aucune sanction contre la Russie. Fréquemment, des manifestations en faveur de Moscou sont par ailleurs organisées à Belgrade.

**>> Revoir à ce sujet le reportage du 19h30:**





Serbie, bastion pro-russe au cœur de l'Europe / 19h30 / 3 min. / samedi à 19:30

Le petit Etat de Malte également, pourtant membre de l'Union européenne, a décidé de rester neutre et de ne fournir à Kiev qu'une aide humanitaire.

Enfin, d'autres pays, bien que participant à l'aide militaire, se sont refusés à envoyer du matériel jugé pourtant indispensable par l'Ukraine. C'est par exemple le cas de la Grèce, qui n'a pas souhaité livrer un seul char Leopard 2, alors qu'elle possède pourtant, avec ses 353 engins, le deuxième arsenal du continent.

Avec une économie forte et une industrie de l'armement bien développée, la Suisse est logiquement sous la pression de ses partenaires pour venir en aide à l'Ukraine, notamment sur l'autorisation des réexportations d'armes, encore récemment demandée par l'Otan.

Mais l'image du trou au milieu du donut de l'ambassadeur américain en Suisse semble incomplète, l'architecture de sécurité européenne censée soutenir l'Ukraine possédant au final des faiblesses aussi bien à l'ouest qu'au sud et à l'est.

Tristan Hertig